

Article

« Le mouvement communiste international : l'évolution des relations entre les partis communistes »

François Fejtö

Études internationales, vol. 3, n° 4, 1972, p. 451-472.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700244ar>

DOI: 10.7202/700244ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL : L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES PARTIS COMMUNISTES

par François FEJTÖ *

V. V. Zagladine, adjoint de Boris Ponomarov au Département du comité central du parti communiste d'Union soviétique chargé des relations avec les partis frères et que d'aucuns considèrent comme le *coming man* du Kremlin, a dressé récemment un bilan de la situation du mouvement communiste mondial depuis la conférence internationale de Moscou de 1969¹. Encore qu'il ne soit pas exhaustif, ce bilan — élaboré évidemment dans l'optique de Moscou — peut servir utilement de point de départ pour un inventaire des problèmes auxquels doivent faire face les partis communistes du monde entier dans leurs relations mutuelles.

Ce qui nous frappe dans l'exposé de Zagladine, c'est un optimisme prudent, une absence du « triomphalisme » qui a caractérisé, il y a peu de temps encore, les exposés de ce genre. Le monolithisme, — l'unité politique et idéologique, — y apparaît comme un but à poursuivre, mais non plus une réalité atteinte. Indépendamment même des préoccupations que continue à causer aux responsables soviétiques la scission chinoise, ils parlent désormais ouvertement des difficultés, des désaccords, de la complexité de leurs relations avec les autres partis. Certes, selon Zagladine, la situation s'améliore. À la différence des années 1960, quand « les tendances centrifuges se sont assez largement répandues », après 1969 « on a enregistré des efforts actifs en vue du travail collectif ». Les chiffres, donnés à cet égard, sont impressionnants. Depuis 1969, 41 partis communistes (dont 10 dans les pays socialistes) ont tenu leurs congrès dont presque chacun a permis des contacts entre les partis représentés. Les échanges de délégations se sont aussi multipliés. Moscou seule a reçu, depuis 1969, 300 délégations de partis frères, ce qui montre l'intensité des efforts de l'appareil soviétique en vue de consolider son influence sur le mouvement². Une trentaine de rencontres internationales eurent lieu pendant la même période, dont dix ont réuni les

* Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

1. Cf. V. V. ZAGLADINE, « Einige Probleme der kommunistischen Bewegung und die Politik der K.P.d.S.U. » Neues Deutschland, 4 mai 1972.
2. Celui-ci compte, selon Zagladine, 89 partis, contre 75 en 1957, avec 50 millions d'adhérents contre 35 en 1957. Selon la brochure *World Strength of the Communist Party Organizations*, publiée en juillet 1972 par le *State Department's Bureau of Intelligence and Research*, les PC comptent 47.2 millions d'adhérents, dont 44.4 millions dans les 14 pays communistes.

PC des pays socialistes européens, les autres PC d'Europe occidentale, des pays scandinaves, d'Amérique latine, d'Amérique centrale, des pays arabes. La lutte contre les déviations « opportunistes de droite et de gauche », a été marquée par des épurations en France, en Italie, en Autriche, au Venezuela et en Suisse. Aussi Zagladine fait-il état de « progrès incontestables vers l'unité », mais celle-ci « ne saurait être considérée comme rétablie ». Les tendances « positives » s'imposent trop lentement. Quant aux causes de difficultés, le porte-parole soviétique les voit en premier lieu dans l'expansion même du mouvement international et dans la difficulté qu'ont de nombreux partis à s'adapter aux nouvelles tâches, — mais aussi dans l'activation et le « plus grand raffinement » des pressions de « l'ennemi » et le caractère contradictoire du développement des forces révolutionnaires. « La lutte des classes, dit-il, prend de plus en plus un caractère international d'où la nécessité de rassembler toutes les forces révolutionnaires. Mais en même temps s'accroît aussi le rôle et la signification du facteur national dans le développement social. » Or « l'harmonisation du national et de l'international, théoriquement clarifiée, s'avère pratiquement difficile et témoigne de faiblesses ». Aussi, comme l'a noté la *Pravda* le 8 juin 1972, dans un article de fond qui complète les considérations de Zagladine, « la lutte contre le nationalisme constitue à l'heure actuelle l'une des activités essentielles du mouvement communiste ».

Nous arrivons là au cœur du sujet. Les relations entre les 89 partis communistes sont dominées, largement déterminées, par les rapports que chacun d'entre eux entretient avec le parti communiste de l'URSS. Celui-ci, tout en ayant renoncé dès 1960 au titre de « parti-guide » ou de « parti-chef », n'a pas abandonné pour autant ce qu'à Pékin à Belgrade, voire à Bucarest, on a pris l'habitude de qualifier de « d'hégémonie ». Le PCUS se pose toujours comme le principal responsable et le gardien de la cohésion de l'unité idéologique et politique du mouvement ; c'est lui qui définit le contenu de l'internationalisme prolétarien qui implique, dans l'esprit des dirigeants soviétiques, d'un côté, la solidarité avec le PC de l'URSS et sa politique, et de l'autre côté, la reconnaissance de la validité universelle de l'expérience de l'URSS, dont les autres expériences communistes ne peuvent être légitimement que des variantes.

Cette prétention soviétique à l'universalité a été clairement exposée par K. Katouchev, dans une conférence à l'École supérieure du parti, au début de 1972.³ Dans ce texte important, qui se réfère souvent à Brejnev et au XXIV^e congrès du PCUS, le secrétaire du Comité central a énuméré les « lois générales, objectives », du socialisme dont la violation ne saurait être admise : rôle dirigeant du parti, rôle d'avant-garde du prolétariat, transformation socialiste de l'agriculture, attention aux intérêts de minorités nationales et lutte implacable contre le nationalisme et le chauvinisme. Katouchev a réclamé non seulement l'unification de la politique extérieure et l'intégration économique des pays socialistes, mais aussi *le renforcement de leur coopération idéologique*, — y compris le combat contre les « conceptions antiléninistes, antisocialistes des dirigeants chinois ». Il a dénoncé, comme antisocialistes, les conceptions tendant à instaurer un « socialisme de marché », le « pluralisme des forces politiques ». Ses propos intransigeants comprenaient des mises en garde à peine dissimulées, non seulement à l'adresse des Roumains, mais aussi des réformateurs polonais et hongrois et de leurs sympathisants parmi les communistes occidentaux.

3. Cf. KATOUCHEV, « *Le système socialiste mondial : les principales tendances du développement* », dans *Komounist*, N° 5, 1972. Les thèses de Katouchev ont été reprises et développées par un sévère article de l'idéologue est-allemand Albert NORDEN, intitulé : « Coexistence pacifique et lutte de classe idéologique », publié par la *Pravda*, le 5 juillet 1972.

En fait, Katouchev a parlé avec l'autorité du représentant de l'institution qui, depuis la disparition du Komintern, s'est substituée à celui-ci et remplit l'essentiel de ses fonctions de coordination stratégique et idéologique. Il s'agit du Département du comité central du PCUS chargé des relations avec les partis frères, mentionné plus haut. C'est cet organisme extrêmement étendu et puissant qui est à la fois le « ministère des Affaires étrangères » du parti soviétique et le principal centre de décision du mouvement communiste international. Il n'est certainement pas étranger au fait que les partisans inconditionnels de la primauté soviétique, les « intégristes de l'internationalisme », de Sofia à Berlin-Est, de Prague à Oulan-Bator, ont depuis quelque temps remis en circulation la vieille thèse du Komintern stalinien qui fait *des rapports avec le PC soviétique le critère même de l'internationalisme*.

Certes, depuis le XX^e congrès du PC de l'URSS, Moscou reconnaît théoriquement un certain degré d'autonomie aux partis frères. Mais la solidarité avec l'URSS passe avant l'indépendance, et en trace les limites. Et la solidarité implique non seulement une approbation active de la « ligne générale » élaborée à Moscou, mais aussi l'abstention de toute critique tant soit peu substantielle à l'égard de tel ou tel aspect de la politique soviétique. Les critiques sont facilement assimilées à l'antisoviétisme, voire à l'anticommunisme, ce dont même des partis jaloux de leur indépendance, comme le PC italien, se défendent énergiquement⁴.

C'est par rapport à cette définition soviétique, russo-centrique, de l'internationalisme qu'on peut classer — avec tous les aléas qu'en comporte la simplification — les partis communistes (du moins ceux qui entretiennent des rapports avec le parti soviétique⁵) en trois groupes :

— Internationalistes intégraux (bulgare, polonais, tchécoslovaque (depuis la chute définitive de Dubcek) hongrois, est-allemand, ouest-allemand, luxembourgeois, finlandais, la plupart des PC arabes et sud-américains, ceux de Mongolie et (prosoviétique) de l'Inde ;

— Autonomistes modérés : italien, français, cubain, chilien, britannique, etc. ;

— Autonomistes intransigeants : yougoslaves, roumain, espagnol, grec (de l'intérieur), néerlandais, australien, vietnamiens du Nord et du Sud, nord-coréen, japonais.

Évidemment, ces groupes n'ont rien de rigide et de définitif. Ce qui caractérise précisément les rapports entre les partis, c'est qu'ils évoluent avec des nuances qui échappent le plus souvent à la schématisation. Ainsi, par exemple, les Hongrois qui ont fait de la solidarité (pour ne pas dire soumission) leur principale règle de conduite, manifestent dans leur politique économique et intellectuelle une originalité dont nous reparlerons. Les Français devraient sans doute être situés plutôt entre les deux premiers groupes qu'à l'intérieur du second : ne sont-ils pas plus proches (sous l'angle de la fidélité) des Bulgares que des Yougoslaves ou des Italiens ? Quant à ces derniers, ils oscillent entre l'autonomie modérée et le goût de l'indépendance complète. Enfin, au sein du groupe des autonomistes, on peut distinguer deux sous-groupes : les

4. Cf. le communiqué conjoint des PC italien et soviétique (*Unità*, du 4 décembre 1972), proclamant « le clair refus par le PC italien de toute forme d'anti-soviétisme », ainsi qu'une mise au point du leader communiste portugais A. CUNHAL : « La force invincible du communisme », dans *Problèmes de la paix et du socialisme*, Prague, juillet 1972.

5. N'entretiennent plus aucun rapport : les PC d'Albanie, de Birmanie, de Chine, d'Indonésie, d'Islande, Cambodge, Laos, Malaisie, Népal, Philippines, Singapour, Cf. Notre *Dictionnaire des partis communistes et mouvements révolutionnaires*, Casterman, 1971.

autonomistes de *droite* (Yougoslaves, Italiens, etc.) et de *gauche* (Vietnamiens, Nord-Coréens, Japonais et Cubains, ces derniers du moins jusqu'en 1968.

I — LE JEU DES FORCES CENTRIPÈTES ET CENTRIFUGES

Ce tableau bariolé nous conduit à envisager brièvement les facteurs (centripètes et centrifuges) qui conditionnent l'évolution des relations des divers PC avec le parti soviétique.

La force centripète la plus puissante reste incontestablement la grande tradition léniniste-stalinienne de l'internationalisme russo-centrique, avec ses composantes : la foi dans l'incarnation du socialisme en URSS, la conviction que le communisme n'est rien sans une stratégie unifiée autour de l'URSS, et que toute « distanciation » à l'égard du pays des Soviets, toute déviation par rapport à la doctrine orthodoxe, comportent le danger d'une perte d'identité, d'une chute dans l'opportunisme, vers l'absorption par l'ennemi. Il n'y a pas de parti communiste où l'on ne rencontre pas des éléments traditionnalistes, conservateurs, sur lesquels l'URSS peut compter en cas de crise. Il est vrai qu'un certain nombre de communistes « dogmatiques », effarouchés par le réformisme de Khrouchtchev, sont entrés en opposition contre l'URSS, en passant au maoïsme ou au hodjaïsme, comme le Français Gilbert Mury ou le Polonais, Mijal qui a cherché refuge en Albanie. L'autonomisme gauchissant s'inspire volontiers de la fidélité aux traditions léninistes, staliniennes, en les opposant à l'opportunisme du Kremlin. Mais la plupart des vétérans des appareils, formés dans la religion staliniste, sont demeurés dans le giron du mouvement. En Tchécoslovaquie, ils ont constitué le « noyau sûr » sur lequel a pu s'appuyer la puissance occupante pour mener à bien la « normalisation ». Celle-ci n'aurait certainement pas pu être réalisée avec autant de facilité, avec aussi peu d'intervention directe dans la politique, si les occupants n'avaient pas pu compter sur les services loyaux — une fois que leur sécurité personnelle contre la majorité baillonnée fut assurée — de dizaines de milliers de communistes fidèles, ravis de prendre leur revanche pour la grand-peur qu'ils avaient ressentie durant le « printemps de Prague ». On peut citer d'autres exemples concrets illustrant l'importance de la tradition : en France, ce n'était pas seulement la veuve de Thorez, Jeannette Vermeersch et ses amis qui avaient désapprouvé le désaveu infligé par Waldeck Rochet à la politique soviétique le 22 août 1968 ; par la suite, le *noyau dur* du parti, Duclos, Guyot, Fajon, Kanapa, se sont chargés de neutraliser l'action de celui qu'Annie Kriegel a qualifié de « Dubcek français » et de mettre en place Georges Marchais dont les Soviétiques semblent ne devoir rien à redouter. En Autriche, où la majorité du Comité central se solidarisa en 1968 avec le « dubcekisme », les éléments traditionnalistes irréductibles, dirigés par E. Scharf, ont réussi — au risque de stériliser le parti — à chasser les dubcekistes de la direction et à annuler officiellement, le 11 mars 1971, la résolution du Comité central du 22 août 1968, condamnant l'intervention en Tchécoslovaquie. C'est d'ailleurs là, dans cette annulation, que se trouve l'un des buts stratégiques des éléments prosoviétiques intégraux au sein de tous les partis qui, pour la première fois depuis la création du mouvement, se sont laissés entraîner, à propos de la Tchécoslovaquie à désapprouver la politique soviétique⁶.

6. Voir le III^e congrès du PC britannique, 13-16 novembre 1971, lors duquel la minorité dirigée par Sid French a vainement essayé de faire réviser la politique de son parti à cet égard.

L'URSS est évidemment intéressée à faire des éléments qui lui sont dévoués une force politique réelle, mobilisable le cas échéant contre des dirigeants récalcitrants. Les encouragements, l'appui moral donnés par le PCUS aux « internationalistes authentiques » peuvent aller jusqu'à susciter des complots tels que l'histoire des rapports d'avant 1968 du PC soviétique avec les PC chinois et albanais en avait déjà fourni maints exemples. Les ingérences du PC soviétique dans les affaires des autres partis par l'intermédiaire des fractions, constituent une pratique courante et par là même un facteur de cohésion important.

Le fait nouveau à cet égard est une certaine technicité acquise par des dirigeants communistes rebelles pour déjouer les interventions soviétiques. Les leçons données par Tito et Rankovitch, pionniers dans ce domaine, n'ont pas été perdues. Ainsi à deux reprises, en 1967 et en automne 1971, Ceausescu est parvenu à neutraliser des complots militaires qui visaient à son renversement⁷. C'est sans doute à la dernière de ces interventions que Ceausescu a fait allusion dans son discours prononcé le 1^{er} septembre 1971 en présence du chef du parti communiste japonais, Kenji Miyamoto, à Bucarest, en exigeant qu'on mette fin « à toute ingérence dans les affaires des autres partis ». « L'appui accordé sous quelque forme que ce soit à un groupe quelconque d'un autre parti est inadmissible, car c'est agir en contradiction avec le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien », a-t-il dit⁸.

La direction du PC grec de l'intérieur, celles des PC espagnol, australien, syrien (depuis mai 1971, en révolte contre un chef prosoviétique Bagdache) ont également résisté aux pressions de cette sorte, auxquels d'autres partis (ceux de France, de Suisse, de Venezuela) se sont montrés plus vulnérables. D'ailleurs face aux directions des partis communistes qui, s'appuyant sur la majorité, refusaient l'alignement sur sa politique, le PCUS n'a pas hésité à susciter des partis ou groupes dissidents (Espagne, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande) et cela en contrevenant aux règles du jeu communément fixées par la conférence de 1960.

La force d'attraction du PCUS s'exerce par beaucoup d'autres moyens encore et particulièrement par la persuasion, des contacts personnels directs, enveloppants, faisant vibrer la corde de l'amitié. C'est là une des raisons pour lesquelles la direction soviétique multiplie les *entretiens bilatéraux* et tient aussi à organiser périodiquement des conférences internationales qui maintiennent la tradition du Komintern et du Kominform, celle de la stratégie unifiée dont le parti soviétique, par la force des choses, apparaît comme le principal promoteur. Ce qui explique l'aversion témoignée par les partis autonomistes à l'égard de la multiplication de ces conférences. L'influence soviétique est assurée aussi par l'aide matérielle du PCUS et de ses satellites, dont la plupart des partis ne peuvent se priver. (Il est d'ailleurs impossible d'en chiffrer l'importance.) Souvent les dirigeants soviétiques s'arrangent pour combiner leur pression avec celle exercée par les partis qui leur sont dévoués : ainsi après 1968, les dirigeants est-allemands sont intervenus tout autant sinon davantage que les Soviétiques au sein du PC autrichien pour l'infléchir dans son orientation. Tchécoslovaques en 1968, Roumains et Yougoslaves après cette date, ont fait l'expérience des pressions concertées des partis soviétique, bulgare, polonais, est-allemand. Plus récemment, Budapest a été soumis à un certain harcèlement de la RDA

7. Cf. B. LAZITCH, « L'Union soviétique et le problème de la non-ingérence », *Est-Ouest*, 1^{er}-5 juillet 1972.

8. *Le Monde*, 3 septembre 1971.

et de la Tchécoslovaquie en raison de son libéralisme économique et intellectuel. Enfin, il y a toujours l'*ultima ratio*, les manœuvres sur les frontières ou à l'intérieur, la menace d'occupation — dont l'affaire tchécoslovaque a démontré le caractère sérieux et qui renvoie à la puissance militaire de l'URSS comme étant une des forces centripètes majeures, sinon la plus importante du mouvement.

* * *

Pour ce qui est des forces *centrifuges* nous avons vu que les Soviétiques les résument sous un dénominateur commun : le *nationalisme*. Mais qu'est-ce au juste ce nationalisme communiste que le Kremlin explique volontiers par la composition hétérogène — non prolétarienne — des partis touchés par le virus chauvin, ainsi que par la vulnérabilité à l'influence désagrégeante de la bourgeoisie ? Si nous définissons le communisme national comme la tendance des directions communistes à l'autodétermination de leur politique, au rejet de la direction et des ingérences du Kremlin, on peut en trouver l'explication dans différents phénomènes, et dont *la prise en charge quasi inéluctable des intérêts nationaux par les PC au pouvoir constitue le plus important*. C'est un fait remarquable que sur les 14 États communistes qui existent, 6 (Yougoslavie, Roumanie, Albanie, Chine, Vietnam, Corée du Nord) n'acceptent ni sur le plan théorique, ni surtout en pratique, la définition soviétique de l'internationalisme, — que le septième, Cuba, ne s'est aligné que tardivement et encore pas complètement sur le PCUS et que trois autres — Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie — ont connu depuis 1956, dans leurs rapports avec le parti soviétique, des crises aiguës dont les conséquences et les foyers sont loin d'être supprimés. Dans tous ces cas, la principale source du conflit résidait dans le fait que les dirigeants communistes — même ceux qui, comme les Roumains, étaient entièrement redevables aux Soviétiques de leur pouvoir — finirent pas s'identifier à l'État et à la nation, qu'ils finirent par vouloir s'acquérir une légitimité authentique en agissant comme des représentants des intérêts de la souveraineté du pays contre toute immixtion effectuée au nom de la solidarité idéologique et de l'unité du camp socialiste. Cette tendance, qui paraît agir comme une « loi générale et objective » régissant les pays socialistes à l'opposé de ce dont les Soviétiques veulent « faire la loi », ne joue pas nécessairement en faveur de la séparation et de la rupture. Beaucoup de dirigeants communistes nationaux sinon tous, désirent ménager l'URSS en tant que grande puissance dont la bienveillance leur est nécessaire. Leur but est d'assouplir le concept internationaliste au point qu'il signifie une solidarité librement consentie entre pays et partis égaux, avec la possibilité de non-alignement et de non-participation à certaines actions communes. C'est pour ne pas souscrire même en apparence à l'interprétation soviétique de l'internationalisme prolétarien que Tito fit écarter ce terme du communiqué officiel qu'il signa à Moscou le 19 juin 1972, en le remplaçant par la formule « relations s'inspirant de l'enseignement de Marx, Engels et Lénine » et fondées sur « l'amitié, le respect mutuel et l'égalité ». Sachant aussi que dans l'acceptation soviétique, le mot « coordination » équivaut facilement à la subordination, Tito demanda de la remplacer par *consultation*⁹. Mais si Tito a bénéficié d'égards exceptionnels, l'accent mis par les partis autonomistes sur les principes de souveraineté et de non-ingérence est généralement peu apprécié par le Kremlin et ses

9. Information privée.

partisans intégristes. Les accusations d'antisoviétisme formulées par V. Bilak au Comité central du PC tchécoslovaque d'octobre 1971 contre la politique de Ceausescu, reflètent certainement avec fidélité le point de vue du Kremlin ¹⁰.

Dans les pays où le communisme est au pouvoir, l'intérêt particulier du parti tend à se confondre avec l'intérêt de l'État hérité du régime présocialiste et cela, jusqu'à englober des revendications territoriales contre l'Union soviétique. Le conflit y doit sa naissance le plus souvent au mécontentement avec le rôle politique et économique assigné par l'URSS à l'État en question, à l'ambition personnelle des chefs, mais aussi au rejet par le corps politico-social du modèle de développement imposé par les Soviétiques.

L'intolérance à l'égard de ce modèle (les « lois générales » dont nous avons parlé plus haut) prend d'ailleurs une coloration différente selon le degré de développement et les possibilités particulières du pays. Dans ceux qui s'engagent dans la voie du socialisme à partir de conditions *moins développées* que l'URSS — comme l'Albanie, la Roumanie, la Chine, le Viêt-nam, la Corée, Cuba — on a pu constater une résistance des gouvernants contre une intégration de type colonialiste tendant à empêcher le développement « multilatéral » de leur ressource dans un cadre autarcique, un appel excessif à l'assistance soviétique en vue de l'industrialisation accélérée, en même temps qu'une opposition au réformisme et à l'assouplissement des mécanismes de planification mis en œuvre en URSS. Dans ces pays où les conditions du volontarisme stalinien subsistent, on s'attache aussi aux formes du « culte de la personnalité » que les Soviétiques et leurs partisans jugent comme dépassées et dangereuses. Il suffit d'évoquer à cet égard le culte de Mao, de Ceausescu, de Ho Chi minh, le caudillisme de Fidel Castro. Mais le plus flagrant exemple de l'application prolongée du *Führer-Prinzip* propre aux pays communistes sous-développés est fourni par la Corée du Nord, où Kim Il Sung continue à se faire intituler « grand leader du parti du travail de Corée et des quarante millions de Coréens ¹¹, et « *éminent marxiste-léniniste et génie de la révolution* ». La presse soviétique ignore ces épithètes qui sont obligatoires en Corée chaque fois qu'on mentionne le chef et on le mentionne souvent, mais d'autres partis comme ceux de l'Albanie, de Cuba, le PC marxiste de l'Inde sont plus complaisants et ils ont publié — tout comme d'ailleurs aussi *El Akhbar* du Caire — la traduction intégrale du Rapport « génial » présenté par Kim au V^e congrès de son parti en novembre 1970.

Dans les États communistes plus développés que l'URSS, c'est au contraire la tendance d'aller plus loin que Moscou dans la voie de la décentralisation économique, vers le « socialisme du marché » et le pluralisme politique, qui provoque périodiquement tensions et conflits avec la direction soviétique et cela d'autant plus que — comme c'était le cas de la Tchécoslovaquie en 1968, et depuis lors de la Hongrie — le réformisme économique a pour corollaires une libéralisation de la vie intellectuelle, le relâchement de la censure et la recherche sinon d'une démocratisation réelle, mais du moins de formules d'*ersatz* à la démocratie.

10. Cf. aux extraits du Rapport Bilak dans *Le Monde* du 12 février 1972. Bilak, dans une déclaration faite le 19 avril 1972 à Prague a démenti l'authenticité de ce texte, mais il y a lieu de croire que celui-ci est absolument véridique. En tant que tel, il constitue un des documents les plus importants pour la connaissance des relations internes des PC.

11. Il est à noter que les trois quarts de ces quarante millions vivent en Corée du Sud.

Dans les relations du PC soviétique avec les partis qui ne sont pas au pouvoir, les différences de niveau de développement agissent également à la manière de forces centrifuges. En règle générale, dans la mesure où les PC deviennent des organisations de masses, quel que soit leur enracinement dans la tradition internationaliste, russo-centrique, ils s'efforcent tôt ou tard de se libérer de l'image de « parti de l'étranger », se subordonnant organiquement aux intérêts de l'URSS, qui leur reste attachée dans l'opinion publique. Chaque parti communiste aime se présenter comme patriotique tout autant et peut-être davantage qu'internationaliste. Cela est vrai aussi bien pour les partis comme ceux d'Italie ou de France, que pour les partis du Tiers-Monde. Mais là encore, l'autonomisme et le patriotisme prennent une tonalité idéologique différente selon le degré de développement et les traditions du milieu social et culturel. Ainsi l'autonomisme des Italiens, Chiliens, Australiens et Britanniques, s'apparente à celui des communistes « libéraux » tchèques, hongrois ou yougoslaves, dans la recherche de méthodes plus sophistiquées, plus respectueuses de l'opinion, plus proches du peuple, dans cette quête d'un « socialisme à visage humain » qui ne peut que scandaliser les Soviétiques, car elle sous-entend que la figure prise chez eux par le socialisme est inhumaine.

Chez ces partis, le droit à la différence, la diversité des voies socialistes, l'égard aux conditions particulières, sont des thèmes de discussion sans cesse remis en question et qui ne relèvent pas toujours de considérations tactiques. En revanche, chez les PC des pays sous-développés, l'autonomisme a sa principale source non point dans l'aversion à l'égard des aspects répressifs, bureaucratiques, réactionnaires de la réalité soviétique, mais dans un révolutionnarisme et dogmatisme souvent primaires, qui refusent de se plier aux exigences de la stratégie soviétique et à la préférence donnée par l'URSS aux tactiques « frontistes », parlementaires, aux dépens de la lutte armée.

II — LES SUJETS DE DÉSACCORDS

Ce qui nous amène, après ce survol des *causes générales*, structurelles, des difficultés surgies dans les relations du parti communiste soviétique, à examiner les sujets concrets autour desquels se sont cristallisées les divergences récentes. On peut les classer en deux groupes, dont le premier comprend les désaccords avec la nature, la ligne générale ou tel aspect particulier de la politique extérieure patronnée par le PC soviétique, et le second, un désaccord avec l'orientation de politique intérieure de l'URSS.

1) La stratégie générale de l'URSS — coexistence compétitive avec les États-Unis, avec tout ce qu'elle comporte d'accommodements et de manœuvres, — n'est mise en cause ouvertement et frontalement par aucun des partis communistes qui maintiennent des relations avec le PCUS. Ces partis se gardent bien d'user du vocabulaire sino-albanais pour critiquer le « social-impérialisme » de l'Union soviétique¹². Ils connais-

12. Rappelons que depuis son entrée à l'ONU, la Chine développe inlassablement ses critiques devant les différentes agences de l'organisation internationale. C'est ainsi que, le 6 juillet 1972, à la session du Conseil économique et social de Genève, le délégué chinois a stigmatisé la politique soviétique qui, « sous l'enseigne trompeuse du prétendu socialisme, foule aux pieds la souveraineté d'autres pays et les soumet au contrôle politique et au pillage économique, pour disputer l'hégémonie mondiale à l'impérialisme américain ».

sent tous la sensibilité particulière des dirigeants soviétiques à l'égard du concept de « superpuissance » dont les utilisateurs placent l'Union soviétique et les États-Unis, politiquement et moralement sur le même plan, en leur attribuant une tendance identique de domination et d'extension de leurs sphères d'influence¹³. Déjà en 1958, certains passages du programme de la Ligue des communistes yougoslaves, qui évoquait le partage du monde en deux blocs hostiles, sans marquer la nature complètement différente, intrinsèquement pacifique et libératrice du camp soviétique, ont soulevé une tempête de protestations à Moscou et même à Pékin où, à cette époque, on espérait encore donner à la politique du bloc une orientation plus conforme aux intérêts chinois. Mais depuis lors, la représentation de l'URSS, comme superpuissance dominante a gagné du terrain, et cela non seulement chez les communistes est-européens. L'un des griefs formulés par Bilak dans son Rapport de 1971 cité plus haut contre Ceausescu, a été que celui-ci, lors de son séjour à Pékin en juin de la même année, « a non seulement laissé passer sans rien dire les attaques des représentants chinois contre l'URSS, le Pacte de Varsovie et le Comecon », mais encore qu'il a aussi « accepté les louanges pour le courage de la République socialiste roumaine dans sa résistance à la pression d'une grande puissance ». Au printemps 1972, les appels réitérés des dirigeants du PCUS pour renforcer la cohésion du « système socialiste » ont provoqué une certaine nervosité à Belgrade où l'on y voyait un fâcheux « retour à la vieille conception qui ne laisse pas de place à l'autonomie des partis révolutionnaires, à leur véritable égalité en droits, à leur responsabilité première envers leur classe ouvrière et leurs peuples¹⁴ ». Lorsque, quelques jours plus tard, la presse annonçait une visite amicale de navires soviétiques dans les ports yougoslaves de l'Adriatique, Tirana a adressé à Belgrade une mise en garde inquiète : « Les Soviétiques vont vous étouffer comme ils l'ont fait avec les Hongrois, les Tchèques, les Polonais, les Mongols... N'hypothéquez pas votre avenir pour les intérêts politiques ou économiques du moment¹⁵ ».

Aux pays des Balkans, à ceux d'Europe centrale et du Nord ou du bassin méditerranéen, la puissance soviétique inspire plus de peur et de méfiance que d'amour et de confiance. C'est certainement une des raisons de l'insistance avec laquelle les dirigeants soviétiques réclament de leurs partenaires des hommages semblables à celui que Fidel Castro, à l'issue de sa visite en URSS en juillet 1972, a rendu à leur politique « où se conjuguent une ferme riposte aux menées de l'impérialisme et les principes de la coexistence pacifique¹⁶ ». Kossyguine, dans un toast qu'il porta le 6 juillet 1972 au banquet donné en l'honneur du président syrien Hafez Assad, a qualifié « d'insinuations calomnieuses » l'opinion formulée dans certains milieux du Caire et suivant laquelle, l'URSS « serait intéressée au maintien au Proche-Orient d'une situation « ni guerre ni paix ». Il a fait allusion aux conclusions des participants d'un séminaire organisé par le plus grand journal du Caire et qui expliquait l'impasse du Proche-Orient par le fait que les deux supergrands se sont engagés si loin — les États-Unis du côté israélien et l'URSS du côté de l'Égypte — que tout conflit pour la

13. Cf. l'article de G. Chakh TAKAROV, « La politique de puissance, mythe ou réalité », dans *Problèmes de la paix et du socialisme*, Prague, juin 1972.

14. *Narodna Armija*, Belgrade, 16 mars 1972.

15. *Zeri i Popullit*, 29 mars 1972.

16. Communiqué conjoint publié par l'Agence Tass, le 6 juillet.

Palestine risque désormais de dégénérer en conflit entre les deux camps, ce qui incite les uns et les autres à geler la situation¹⁷. De toute part, les affirmations soviétiques tendant à prouver que l'URSS n'est pas un grand État comme les autres et que sa politique n'est pas de puissance mais de principes, rencontrent un scepticisme croissant. C'est sans doute pour rassurer les Soviétiques sur ce point capital pour leur prestige que Luigi Longo, dans un article de la *Rinascità* de fin mai 1972 a proclamé « qu'aucune force de classe progressiste ne peut adopter une position à égale distance entre les deux camps, à l'écart du conflit de classe universelle ». Mais on peut présumer que ni Ceausescu, ni Tito n'auraient souscrit à cette formule.

C'est dans ce cadre général que se situent les désaccords partiels, notamment ceux exprimés par de nombreux partis à l'égard de la *politique chinoise* du PCUS, de l'affaire tchécoslovaque, de la *doctrine Brejnev* destinée à justifier théoriquement l'intervention, de l'intégration militaire, politique, économique et culturelle des pays socialistes, de la politique soviétique vis-à-vis de Bonn et enfin de la politique au Vietnam et au Proche-Orient.

Pour ce qui est de la Chine, on connaît l'ampleur de l'échec subi par le parti soviétique dans ses efforts pour associer sinon l'ensemble, au moins la majorité des partis à sa condamnation de l'hérésie maoïste. On a vu à la conférence internationale de 1969 que les dirigeants soviétiques — après avoir tenté l'impossible pendant cinq ans — ont dû finalement renoncer à leur projet d'excommunication. Or cet échec était dû non pas aux sympathies des divers partis pour les thèses extrémistes de Pékin, mais, d'un côté, à leur conviction que le conflit sino-soviétique était avant tout un conflit entre États dans lequel ils n'avaient pas intérêt à intervenir, — et, de l'autre côté, à leur répugnance à l'égard des procédés d'intimidation, de pression, d'isolement, employés par l'URSS. En condamnant le maoïsme, les partis sollicités auraient créé un nouveau précédent — après la liquidation de l'affaire yougoslave de 1948 qui a laissé de mauvais souvenirs et qui eût put être retournée contre chacun d'eux. Aussi, en refusant de se solidariser complètement avec l'URSS contre la Chine — et aussi contre le PC albanais qui a précédé Pékin dans la dissidence, — les partis qu'on appelait « neutralistes », défendaient en fait leur propre autonomie. (Les Vietnamiens et Coréens, plus directement concernés, défendaient aussi leur intérêt vital qui est de ne pas trop mécontenter leur puissant et redoutable voisin.) Après 1960 *l'attitude à l'égard de la Chine est devenue un des critères les plus importants du degré de l'autonomie conquise par les partis.*

En effet, les dirigeants du PCUS ne cessaient de leur répéter — et cela de manière plus intense encore depuis le dégel Pékin-Washington, — que le maoïsme est une *idéologie hostile*, faisant le jeu de l'impérialisme et que, par conséquent, toute coopération avec Pékin a un caractère inévitablement antisoviétique, antiinternationaliste, pouvant mener — comme l'a montré l'exemple du PC indonésien en 1965 — à de véritables catastrophes¹⁸. Cependant, malgré les pressions de Moscou, bien peu de partis importants se sont laissés entraîner aussi loin que la direction du PC de Finlande qui, à la suite d'une visite à Moscou (14-15 février 1972) a signé un communiqué conjoint stigmatisant « la ligne de grande-puissance chauvine de la direction maoïste, sa politique et son idéologie qui signifie la rupture complète avec le

17. *Al Ahrām*, 19 mai 1972.

18. *Pravda*, 4 septembre 1971.

marxisme-léninisme et l'abandon des positions de classe et se dirige objectivement contre le mouvement communiste ouvrier et de libération nationale¹⁹ ».

Pour un certain nombre de partis épris d'autonomie, la neutralité face au conflit Moscou-Pékin a été rendue pendant longtemps difficile par le dogmatisme des Chinois, leur politique de « tout ou rien » exigeant un choix net entre le « révisionnisme » et le « marxisme-léninisme authentique ». Pendant plusieurs années le parti roumain a été le seul à bénéficier des faveurs de Pékin, qui lui a pardonné non seulement son *flirt* avec l'Occident et les États-Unis, mais aussi ses prudences à l'égard du Kremlin. Au début de 1966, l'intransigeance de Mao, qui exigeait du parti japonais la signature d'une condamnation catégorique de la politique soviétique avait provoqué la rupture entre les deux partis. Cependant, à la suite de l'intervention en Tchécoslovaquie, le PC chinois a assoupli son attitude dans ce domaine également ce qui lui a été non moins profitable qu'aux partis intéressés. La normalisation des rapports d'État avec la Yougoslavie n'a pas entraîné jusqu'à présent des contacts au niveau des partis ; mais les polémiques idéologiques ont cessé et on n'entend plus parler des « marxistes-léninistes authentiques yougoslaves » dont la presse chinoise a répercuté naguère messages et déclarations. L'invitation non officielle faite en automne 1971 à Jacoviello, chef de la rubrique de politique étrangère de l'*Unità* et à son épouse Maria Macciocchi — malgré les suites désagréables qu'elle eût en juin 1972 pour ces derniers — a marqué, de la part de Pékin, un désir de dégel avec le parti italien qui a été — au côté du PCF — l'un des premiers à essayer ses flèches anti-révisionnistes en 1963. Mais le fait le plus spectaculaire, dans ce domaine, aura été la visite à Pékin du chef du parti espagnol, Santiago Carrillo (16 novembre 1971). Depuis 1968, Carrillo — qui a énergiquement condamné l'intervention en Tchécoslovaquie — fait l'objet de très fortes pressions du PC soviétique qui soutient contre lui la fraction expulsée en février 1970 du PCE des éléments cent pour cent prosoviétiques de l'émigration, regroupés autour du général Lister. Carrillo, qui bénéficie du soutien de la majorité des communistes de l'intérieur et en exil est chaleureusement appuyé par les PC italien, roumain et yougoslave²⁰. Il a été reçu très cordialement à Pékin d'où il a rapporté, à la suite de ses entretiens avec Keng Piao, des impressions favorables quant à l'atténuation du sectarisme des Chinois. Son interlocuteur lui a notamment indiqué que la grande révolution culturelle a été un événement d'ordre strictement intérieur dont les objectifs ne sauraient être transposés à l'étranger et que l'enseignement de Mao est avant tout une application aux conditions chinoises des vérités du marxisme-léninisme (ce qui implique le renoncement à la prétention formulée par Lin Piao — à l'université de la pensée du « Lénine de notre époque »).

Il y a lieu de penser que le PC chinois ne fera plus de l'abandon du « révisionnisme », ni même de la rupture avec l'URSS une condition préalable de ses bonnes relations avec les PC et qu'il soutiendra les partis communistes autonomistes tout autant que les pays socialistes soucieux de leur indépendance. Pékin a d'ailleurs

19. Il serait intéressant d'entreprendre une analyse statistique des centaines de communiqués signés depuis 1969 entre le parti soviétique et les partis frères, en ce qui concerne les points d'accord et de désaccord avec tel ou tel objectif soviétique.

20. C'est en Roumanie qu'a trouvé hospitalité le poste émetteur de Carrillo, la *Radio España Independiente* qui diffuse des articles de l'organe officiel du parti *Mundo Obrero* souvent très critique à l'égard de la politique soviétique. Notons aussi qu'avec le PCF, Carrillo, qui fait de fréquents séjours en France, maintient des rapports « courtois et froids » (Information privée).

amélioré également ses rapports avec le PC nord-coréen, très tendus pendant la révolution culturelle, ainsi qu'avec Cuba.

D'autre part, si le PCUS a réussi à associer la plupart de ses satellites de l'Europe de l'Est à sa campagne menée contre la Chine à propos de la visite de Nixon à Pékin, les Hongrois ont manifesté à cette occasion une modération très remarquable et chez les Polonais, le souci de contenter Moscou allait de pair avec un désir visible de ne point gêner la normalisation des relations d'État avec Pékin. Ce désir était manifeste chez les Allemands de l'Est, également du temps d'Ulbricht, mais après le départ de celui-ci, le VIII^e congrès du SEE (15-19 juin 1971) a donné satisfaction aux Soviétiques en condamnant « la politique d'hégémonie chauvine et antisoviétique » des dirigeants chinois.

Il convient de noter que la pression antichinoise des Soviétiques en Europe orientale est largement contre-balancée par celle de l'opinion nationale sensible à la convergence d'intérêts qui existe entre la Chine et les pays qu'elle souhaite de voir se dégager — à l'instar de la Roumanie et de la Yougoslavie — de l'emprise soviétique. Cette convergence a cependant ses limites car, comme nous l'a expliqué une haute personnalité de Belgrade, Pékin se montre hostile à la stabilisation en Europe et à la conférence sur la sécurité européenne qui est en gestation, tandis que la plupart des pays de l'Est espèrent profiter du dégel pour avoir les mains libres à l'égard de l'URSS, du moins dans leur politique intérieure²¹.

Vu que l'attitude à l'égard de la Chine est dictée par le désir d'indépendance, ne serait-ce que relative, il n'est pas surprenant que — à peu d'exceptions près (Viêt-nam, Corée, Cuba) — les partis qui refusent l'alignement sur Moscou dans la question chinoise, ont refusé aussi d'approuver l'occupation de la Tchécoslovaquie et la « doctrine Brejnev » (PC roumain, yougoslave, italien, espagnol, grec de l'intérieur, hollandais, britannique, suédois, australien, etc.). Certes, la plupart des partis anti-interventionnistes se sont efforcés de mettre entre parenthèses ce désaccord pour ne pas en faire une cause de brouille avec le parti soviétique, mais la désapprobation « du second coup de Prague » a sérieusement affecté leurs relations avec le PC tchécoslovaque.

La visite de Husak en Roumanie (mars 1971) a permis de normaliser les rapports entre les PC tchécoslovaque et roumain, mais n'a point réchauffé pour autant le climat entre les deux partis. Au XIV^e congrès du PC tchécoslovaque en mai 1971, le délégué italien a été empêché de lire à la tribune le message de son parti, réitérant la désapprobation du PC italien à l'égard de la « normalisation » et lorsque, au congrès de Milan de mars 1972, le représentant du PC tchécoslovaque s'est félicité du fait que, grâce à l'intervention des Cinq, « la Tchécoslovaquie est redevenue partie intégrante de la communauté socialiste dont l'URSS est la force principale et la protectrice », l'*Unità* a publié sa déclaration « sous réserve ». Contrairement au PCF qui, tout en ne retirant pas son désaveu de 1968, s'abstenait pendant quatre ans de critiquer la politique de Husak, après avoir exclu de ses rangs Garaudy pour son intransigeance dans ce domaine, le PC italien, dans sa presse, a plus d'une fois exprimé son inquiétude devant les informations sur la répression en Tchécoslovaquie²². Ce n'est que poussé par les

21. H. RAY, « *Les initiatives de la Chine en Europe orientale* », dans *L'actualité en Chine continentale*. Paris, 15 janvier 1970; K. DZIEWANOWSKI, « *Communist China and Eastern Europe* », dans *Survey*. Londres, automne 1970; J. LUKASZEWSKI, « *La Chine et l'Europe de l'Est* », dans *Le Monde*, 24 février 1972.

22. Cf. « *Nouvelles graves de Tchécoslovaquie* », dans *Rinascità*, 10 février 1972.

socialistes qui lui demandèrent d'agir auprès du gouvernement de Prague contre la vague d'arrestation du début de 1970, que le PCF envoya une délégation à Prague, dirigée par M. Leroy. Mais il sembla se contenter des assurances — pourtant vagues — données par Husak et son attitude lui a valu les félicitations chaleureuses du PC tchécoslovaque²³. C'est encore sous la pression de ses alliés socialistes et pour des considérations électorales évidentes, que le PCF a effectué le 28 juillet 1972 une démarche de protestation auprès de la direction du PC tchécoslovaque contre les procès au cours desquels de lourdes peines de prison ont été infligées au professeur Hübl, à Sabata et à quelques dizaines d'autres dubcekistes impénitents. Mais si cette démarche a été enregistrée avec satisfaction par Mitterand, de nombreux observateurs ont relevé son caractère ambigu et embarrassé²⁴. En effet, la déclaration du PCF, citant l'exemple du Chili, réaffirmait le droit des régimes populaires de faire face énergiquement « aux complots... tramés par les forces coalisées de la réaction intérieure et de l'impérialisme étranger ». Elle admettait, certes, que « les informations reçues de Tchécoslovaquie ne visent pas des activités du même ordre », puisqu'il s'agissait d'une « opposition politique et idéologique ». Cependant, dans la même phrase, il qualifiait les opposants « d'adversaires du socialisme »... « qu'il convient de battre et d'isoler par le moyen d'une lutte politique et idéologique intense ». Un correspondant de *Le Monde* (12 août 1972) a interprété cette formulation avec raisons, nous semble-t-il, comme une « concession importante » aux dirigeants de Prague, vu qu'en fait, les opposants condamnés étaient des communistes professant des idées très proches de celles affichées dans le programme électoral du PCF. Une fois de plus, les protestations émises par le PC italien ont été plus nettes : elles mettaient en évidence que les victimes de la répression étaient « des hommes qui, jusqu'en 1968, furent des représentants qualifiés du parti communiste et de la culture tchécoslovaque et qui, d'autre part, avaient déjà été privés de toute possibilité d'intervention dans la vie publique et même éloignés de leur charges professionnelles²⁵ ». « Les procès, écrivait Romano Ledda dans la *Rinascita* du 11 août 1972, confirment la permanence d'une conception et d'une pratique monolithique dans les rapports entre le parti, l'État et la société ». Ceci dit, tant les communistes italiens que français ont nié « le droit politique et moral des forces de droite », et de la « bourgeoisie » pour « censurer les expériences tourmentées des pays socialistes » et le Bureau politique du PCF a souligné que sa condamnation « d'un aspect jugé par nous comme négatif de la construction du socialisme dans un pays donné », n'affecte pas « l'ensemble de l'activité que mène le parti communiste de ce pays au service de la

23. *Rude Pravo*, 25 février 1972. *L'Humanité* (26 février 1972) évidemment gênée par ces félicitations, a laissé aux dirigeants de Prague « la responsabilité de ses appréciations ». Faisant allusion à cet incident, F. Billoux, chef de file des inconditionnels du parti français, dans son intervention au congrès du PCF, a condamné « l'anticommunisme, l'antisoviétisme opposés aux intérêts du mouvement révolutionnaire, démocratique et national... arme empoisonnée au service de manœuvres de division et de la politique d'agression de l'impérialisme ». On comprend que Bilak, dans son rapport d'octobre 1971 cité plus haut, ait souligné la compréhension croissante des divers PC à l'égard du parti tchécoslovaque et qu'il n'ait cité que les PC d'Australie, de Grande-Bretagne, d'Espagne et d'Italie comme « faisant des réserves » à l'égard de son parti.

24. Cf. le texte de la déclaration du Bureau Politique du PCF dans *l'Humanité* du 29 juillet 1972.

25. *Unità*, 10 août 1972. De son côté, le *Morning Star*, organe du PC britannique a déploré le 9 août les procès qui « font le jeu des antisocialistes ».

classe ouvrière et de la nation ». Ce qui montre le souci persistant, encore que de plus en plus malaisé de ces partis, de ménager à la fois le chou et la chèvre, l'opinion nationale et la sensibilité des partis frères répressifs.

Par rapport aux désaccords sur la Chine et l'affaire tchécoslovaque, ceux qui concernent la politique soviétique au Proche-Orient et au Viêt-nam, ont une importance et des répercussions moindres. Dans la phrase de la guerre du Viêt-nam inaugurée par l'offensive du printemps 1972 et marquée par le blocus du port du Haïphong, et les bombardements américains, Hanoï s'est trouvé tragiquement isolé. Même Pékin sembla désapprouver l'intervention massive du Nord qui a provoqué la réaction violente de Washington, cela à un moment où de l'avis de Moscou exceptionnellement partagé par Pékin, Nixon cherchait une issue honorable à la guerre. Pour une fois, les démarches discrètes de Moscou tendant à ramener Hanoï à une attitude plus conciliante, n'ont pas soulevé des critiques en Chine. Les dirigeants de la Corée du Nord s'engageaient, quant à eux — sans doute encouragés par Moscou — dans la voie du dialogue et du compromis avec la Corée du Sud ; pour ce qui est de Fidel Castro, autre ami à toute épreuve des révolutionnaires du Viêt-nam, il s'est laissé amener à Moscou — contre des avantages concrets — à exprimer sa confiance absolue dans la stratégie soviétique. Ainsi Moscou a réussi à désarmer idéologiquement un des principaux champions du révolutionnarisme anticoexistentialiste et à lui faire signer la thèse orthodoxe suivant laquelle « la communauté des États socialistes est le facteur décisif et le pilier principal du mouvement révolutionnaire dans le monde ».

L'URSS a essayé aussi peu de critiques en raison de la politique prudente qu'elle mène au Proche-Orient et dont le but est, de toute évidence, de consolider ses positions dans cette région du monde et de tourner au Sud-Est les défenses occidentales. En fait, si les communistes d'Égypte avaient été invités par l'URSS à renoncer au maintien de leur parti, au profit du parti unique de Nasser, puis de Sadate, si ceux du Soudan avaient été désavoués après leur coup d'État manqué, plusieurs autres PC : ceux d'Irak, de Syrie et du Liban (qui, en janvier 1972, a pu tenir son congrès ouvertement après vingt-trois ans d'interdiction) ont tiré un profit certain de la protection soviétique qui a frayé la voie à leur participation au gouvernement. Cependant, le mécontentement avec l'aide soviétique à la cause palestinienne, jugée insuffisante par de nombreux éléments extrémistes, s'est répercuté jusqu'aux rangs du PC de Syrie où les Soviétiques sont intervenus à plusieurs reprises (fin 1971, février 1972 et mi-mai de la même année) pour sauver la position de Bagdache, ce dernier ayant été mis en minorité par des partisans d'une guerre à outrance contre Israël, qui ont conçu aussi le projet d'un « parti communiste arabe unifié ».

Il est intéressant de noter qu'après le coup d'éclat spectaculaire de Sadate du 18 juillet 1972 (renvoi du personnel militaire soviétique), Heykal a tiré argument du rapport établi par les délégations soviétiques de conciliation envoyées à Damas et parvenu aux mains des services du Caire, pour dénoncer l'incompréhension, voire l'hostilité du Kremlin à l'égard des visées arabes²⁶. Ce qu'il a révélé de ce rapport n'a fait que confirmer la position « réaliste » de l'URSS dans la question arabe, sa méfiance à l'égard du panarabisme, son refus de risquer un affrontement avec les États-Unis en soutenant une guerre qui viserait à la liquidation d'Israël. Les « aventuristes » du parti

26. *Le Monde*, 5 août 1972.

syrien ont été rappelés à l'ordre. Ceci dit, le conflit surgi entre le Caire et Moscou et le rapprochement entre Sadate et Khadafi ont placé les communistes égyptiens, tels que Mohamed Sid Ahmed, intégrés à l'appareil de l'Union socialiste arabe, dans une situation fort difficile ; dans un reportage du Caire, E. Rouleau a fait état de leur inquiétude de voir se déclencher contre eux une « nouvelle chasse aux sorcières ».

* * *

Aux désaccords concernant certains aspects de la politique extérieure soviétique, sont venues s'ajouter des divergences d'opinion ayant trait au système soviétique et à son fonctionnement. Le modèle soviétique de « construction économique et politique du socialisme » a été mis en question de gauche (Chinois, Albanais, Che Guevara) et de droite (Italiens, idéologues du « Printemps de Prague », Ernst Fischer, Roger Garaudy, etc.). Alors que la gauche du mouvement reprochait à Khrouchtchev et à ses successeurs l'abandon de la rigueur de la dictature du prolétariat, la bureaucratisation, l'introduction d'influences occidentales, la droite déplorait leur « lenteur... à revenir aux règles léninistes qui assuraient, dans le parti et hors du parti, une large liberté d'expression et de débats dans les domaines de la culture et de l'art et même sur le plan politique²⁷ ».

En fait, les efforts des partis autonomistes en vue de leur indépendance se sont conjugués avec des tentatives de faire admettre par le PCUS la possibilité de plusieurs approches du socialisme et par là même, le droit de critiquer le système soviétique. On sait que les Yougoslaves, champions du socialisme autogestionnaire, ont fait amplement usage de ce droit. Les auteurs du programme du PC tchécoslovaque d'avril 1968, en opposant leur modèle pluraliste, tolérant, décentralisé au pouvoir personnel et bureaucratique en vigueur chez eux jusqu'en 1968, ont implicitement mis en cause le modèle soviétique, ce qui n'a guère échappé à Moscou.

Dans l'ensemble, et notamment en ce qui concerne les PC de l'Occident, les temps sont révolus où la politique intérieure soviétique constituait un *tabou* auquel on se défendait de toucher d'une manière impie. Le secret des délibérations soviétiques, la manière cavalière dont Khrouchtchev avait été démis de ses fonctions en octobre 1964, le procès Siniavski-Daniel en 1966, la campagne contre Soljenytsine, l'intolérance du gouvernement soviétique à l'égard des intellectuels dissidents, les internements de non-conformistes en asiles psychiatriques, les manifestations d'antisémitisme en URSS et en Pologne, le procès de Leningrad en 1970 : autant d'événements qui ont suscité, chez des communistes italiens, yougoslaves, néerlandais, des aperçus critiques avec lesquels on pourrait remplir des volumes et qui ont visiblement irrité les dirigeants du Kremlin. Les pressions ne sont plus à sens unique. Si le PCUS continue à dissuader les partis frères de toute critique ouverte et directe, de nombreux partis — ne serait-ce que pour rendre crédible leur conversion au socialisme démocratique — exercent une certaine pression sur l'URSS, afin qu'elle rectifie l'image d'intolérance qu'elle s'offre d'elle-même. Cette pression n'est pas toujours inefficace. Ainsi, les démarches du PC italien auraient contribué à la décision du gouvernement soviétique d'accorder des visas de sortie à un nombre assez considérable de Juifs soviétiques désireux d'émigrer en Israël. Il s'agit là d'un fait nouveau qui explique pourquoi Smrkovsky, dans une

27. TOGLIATTI, « Mémoire de Yalta », dans l'*Unità* du 4 septembre 1964.

interview à un hebdomadaire proche du PC italien²⁸, a cru pouvoir demander aux PC de l'Occident d'agir à Moscou et à Prague en vue d'une révision de la politique soviétique envers la Tchécoslovaquie.

Moscou, en revanche, saisit toute occasion pour mettre en garde les partis frères contre des critiques dans lesquelles elle voit des manifestations d'antisoviétisme. Les pressions soviétiques n'étaient probablement pas tout à fait étrangères aux sanctions prises par le PCF contre Garaudy et Tillon, par le PCI contre le groupe du *Manifesto*, par le PCA contre Ernst Fischer et Franz Marek. On a assisté, au cours des dernières années, à quelques polémiques entre la *Pravda* d'un côté, l'*Unità* et la *Rinascità* de l'autre côté. Le vétéran communiste néerlandais, Paul de Groot, a été violemment pris à partie par *Voprossi Istorii* (janvier 1972) et la *Pravda* (12 mai 1972), à cause de son livre sur les *Années trente*, dans lequel il a critiqué non seulement le pacte germano-russe de 1939, mais aussi les discriminations dont sont l'objet les Juifs soviétiques.

III — LES RAPPORTS BILATÉRAUX DES RUSSES AVEC LES AUTRES PARTIS

Tout en combattant les tendances autonomistes, identifiées au nationalisme et à l'antisoviétisme, le PCUS s'efforce d'en arriver avec eux à un *modus vivendi* qui sauvegarde l'essentiel de son influence. Il n'y réussit pas toujours, comme le montre l'exemple déjà cité du PC des Pays-Bas qui, à son XXIV^e congrès (26-28 mai 1972), a pratiquement coupé tous ses liens avec le parti russe, ou celui du PC de l'Islande qui, secoué par l'affaire tchécoslovaque, a marqué ses distances jusqu'à changer son nom pour s'intituler désormais « Alliance du travail d'Islande ». Les rapports du PCUS avec le PC d'Australie se sont également détériorés depuis la conférence de 1969, lors de laquelle le délégué australien a dénoncé la présence continue des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Depuis lors, les organes du PC australien, *Australian Left Review* et *Tribune*, ont publié les textes de Garaudy, de Franz Marek, de l'ancien dirigeant de la Radio tchécoslovaque, Jiry Pelikan, réfugié à Rome, et critiqué la campagne antisoljenytsine, puis au lendemain du XXIV^e congrès du PCUS, le « ritualisme » de ce congrès et « l'absence de véritables discussions » au sein du parti soviétique. Les *Temps Nouveaux* de Moscou ont réagi en condamnant l'antisoviétisme de la direction australienne (1^{er} janvier 1971) et la *Tribune* de Melbourne a reproduit cette attaque en y répondant vertement.

Ce sont là des cas limites. Dans ces rapports avec les autres partis autonomistes, plus importants, le PCUS a employé des méthodes plus souples, en misant sur le désir et l'intérêt des partis en question à ne pas laisser dégénérer les divergences en conflits ouverts et en rupture.

Ainsi, pour ce qui est de la direction yougoslave, avec laquelle les relations étaient plutôt tendues après 1968, (pressions militaires, appui accordé aux éléments « kominformistes » réfugiés en URSS, contacts probables avec les nationalistes croates de l'étranger), Brejnev, se rendant à Belgrade en septembre 1971, s'est employé à rassurer Tito sur les intentions de l'URSS. Le voyage du maréchal à Moscou en juin 1972, a confirmé ce rapprochement, effectué sur la base de déclarations communes de 1965 et de 1966 qui entérinaient le droit du PC yougoslave à l'indépendance et à une

28. *Giorni*, 22 septembre 1971.

expérience socialiste particulière. Ces rencontres n'ont certainement pas éliminé toutes les divergences, ni la méfiance réciproque. Mais Tito, préoccupé du problème de sa succession et des conflits nationaux qui déchirent son pays, a obtenu un temps de répit et la possibilité de développer ses échanges économiques avec l'URSS et surtout avec la Pologne, la Hongrie, la RDA, etc. Quant aux Soviétiques, ils tirent également de nombreux avantages du rapprochement : la trêve des polémiques leur est favorable, puisqu'elle oblige Belgrade à restreindre la liberté de presse ; le réchauffement des rapports avec la Yougoslavie contribue par ailleurs, à la création d'un climat propice pour l'action européenne de l'URSS, et assure en même temps à celle-ci une présence plus active en Yougoslavie, ce qui pourrait s'avérer profitable dans l'avenir.

On trouve la même souplesse dans les rapports si fluctuants du PCUS avec le PC roumain, où les deux partenaires dépensent un trésor d'habileté afin de ne point dépasser le seuil du conflit. Il y a lieu de croire que Moscou partage entièrement l'opinion exprimée par Bilak en octobre 1971 et suivant laquelle les difficultés dans les rapports avec la Roumanie n'ont, en fin de compte, qu'un caractère « conjoncturel » vu « les besoins objectifs » de ce pays qui « sans une coopération avec les pays du Comecon se trouverait dans une situation sans issue ». À tort ou à raison, des dirigeants soviétiques se montrent convaincus qu'étant donné les faiblesses économiques et organisationnelles du régime de Ceausescu et la situation géopolitique de la Roumanie, ils finiront par venir à bout de l'autonomisme de ce pays²⁹.

La patience témoignée par le PCUS à l'égard d'un autre PC latin récalcitrant, celui d'Italie, s'inspire de mobiles différents. D'ailleurs, les problèmes que pose l'autonomisme modéré d'un parti qui n'est pas au pouvoir, sont moins aigus que ceux auxquels le PCUS doit faire face dans ses rapports avec la Roumanie. Certes, les *botteghe oscure* donnent du fil à retordre au parti soviétique avec le soutien qu'il apporte aux partis centrifuges, avec ses encouragements aux communistes libéraux du camp socialiste, sa propagande incessante en faveur du polycentrisme, qui font du PCI le leader de l'opposition au monopolisme soviétique. Et cependant, au congrès de Milan (mars 1972), le représentant soviétique, l'archidogmatique Grichine, a rendu hommage non seulement au patriotisme mais aussi à l'internationalisme du parti italien. Il est vrai que dans son discours, Grichine n'a pas fait la moindre concession à la conception italienne de l'internationalisme ; c'est avec intransigeance qu'il a exposé les thèses « dures » du PCUS : « La consolidation des positions du socialisme mondial est dans l'intérêt de la classe ouvrière et des travailleurs de tous les pays », ce qui implique la justesse de la *doctrine Brejnev* ; « La nécessité de la lutte contre l'opportunisme de droite et de gauche... contre les inventions calomnieuses de la propagande chinoise... » Habilement, Grichine a pris pour le compte de cette lutte indispensable contre « toutes les formes de l'anticommunisme » les purges effectuées notamment dans le parti italien contre le « sécessionnisme » et a félicité, peut-être avec une ironie volontaire, ce parti pour tout ce qu'il fait afin de « montrer aux ouvriers italiens la vérité sur la vie de l'Union soviétique ». Le congrès, en l'applaudissant chaleureusement a fait semblant d'ignorer tout ce que le discours de Grichine comprenait d'incompatible avec les positions du PC italien. Mais là encore, tout

29. On a noté à l'occasion de la participation de Ceausescu au « sommet informel » de la Crimée (fin juillet 1972) et de l'entretien privé qu'il eut avec Brejnev le 1^{er} août, un très net réchauffement des rapports.

comme dans ses rapports avec les Yougoslaves et les Roumains, le PCUS semble vouloir faire l'apprentissage d'une coopération au-delà et en dépit de divergences, et cela en reconnaissant des services que le PC italien (pareillement au plus docile PCF) peut et reste toujours disposé à lui rendre dans son jeu diplomatique européen et méditerranéen. Ainsi, dans la pratique et lorsque cela ne met pas en jeu ses intérêts vitaux, le PCUS accepte de se placer sur le terrain de « l'unité dans la diversité » qu'en théorie — comme l'a prouvé précisément le discours de Grichine, suivant de près l'exposé de Katouchev cité plus haut — il refuse toujours. L'unité idéologique demeure toujours l'idéal, le grand objectif à poursuivre, mais à défaut de l'unité et en attendant mieux, le PCUS se satisfait de l'unité d'action. C'est la tactique qu'il applique avec succès dans ses rapports avec les PC vietnamien, nord-coréen, japonais, etc.

IV — LES RAPPORTS ENTRE LES PARTIS AUTRES QUE LE PARTI SOVIÉTIQUE

Le poids du PCUS dans le mouvement international est tel que, comme nous l'avons indiqué, les rapports bi- et multilatéraux entre les autres PC évoluant en fonction des relations que chacun d'entre eux entretient avec le parti soviétique. Ce n'est que de manière secondaire que d'autres variables — tradition ou intérêts particuliers, courants idéologiques spécifiques —, influent sur les relations.

L'exemple de la Ligue des communistes yougoslaves illustre cet état des choses. Certes, les relations que celle-ci entretient avec certains de ses voisins, relèvent de données particulières, de « constantes » historiques, qui ne dépendent pas directement de Moscou. Mais la réactivation ou la mise en veilleuse des divergences sont conditionnées par les rapports avec le PCUS. Ainsi les communistes yougoslaves ont hérité de l'entre-deux-guerres, de l'époque de la Petite Entente, la conscience d'une communauté d'intérêts avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie, voire la Pologne. L'expulsion de la Yougoslavie du Kominform a coupé brutalement les liens de solidarité. Mais aussitôt que Bucarest commença à se dégager de l'étreinte soviétique, le rapprochement entre les deux partis-États s'est précipité et cela malgré les divergences de conceptions quant à l'organisation de l'économie et de la vie intellectuelle. Après 1965, Ceausescu a rencontré dix fois Tito, et en mai 1972, lors de l'inauguration du grand barrage des Portes de Fer, construit en commun, le chef roumain a pu poser les relations entre les deux pays comme un « modèle de coopération internationale³⁰ ». Lorsque Novotny, en 1965, a songé à passer à une politique extérieure un peu plus indépendante, un de ses premiers actes a été la réconciliation avec Tito et en 1968, dans l'euphorie du « printemps de Prague » et notamment à l'occasion des visites triomphales de Ceausescu et de Tito, les contours d'une Petite Entente reconstituée apparurent en filigrane dans la presse des trois pays. L'occupation de la Tchécoslovaquie a évidemment coupé court à cette idylle et depuis lors, les relations entre les deux partis (inséparables de celles entre les deux États) sont froides sinon tendues, jalonnées de polémiques de presse, celle de Belgrade ne montrant pas trop de ménagement à l'égard de la « normalisation ».

30. *La Revue de politique internationale de Belgrade*, dans son numéro du 20 mai 1972, a fait l'éloge de la politique roumaine qui « émane d'une appréciation ferme des intérêts nationaux réels ».

Entre les Yougoslaves et les Bulgares, la question macédonienne est une source permanente de heurts et de tensions. Cependant la Bulgarie est une alliée assez disciplinée de l'URSS pour subordonner ses ressentiments nationaux aux exigences de la tactique soviétique. Aussi à la suite de la visite de Brejnev en Yougoslavie (septembre 1971) — tout comme naguère pendant les périodes de détente Moscou-Belgrade, — assistait-on à un rapide réchauffement du climat entre les deux capitales. En avril 1972, les contacts ont été repris entre les deux partis et, le 25 mai, Jivkov a félicité en termes particulièrement chaleureux le président Tito à l'occasion de son 80^e anniversaire.

Dans le sillage du rapprochement soviéto-yougoslave, Gierek a pu réserver à Tito (dont les rapports avec Gomulka laissaient à désirer) un accueil très amical en juin 1972, et l'hebdomadaire *Polityka* rendit à cette occasion, hommage à la politique d'indépendance du parti yougoslave, insistant sur « le rôle positif du non-alignement » et saluant en Tito le champion « de la participation des pays autres que grands » à la politique mondiale³¹. De même, les Hongrois, que leur réformisme économique a rapprochés des Yougoslaves, se croient à présent autorisés à présenter une coopération qui correspond aux intérêts des deux pays. Les chances de relations plus suivies entre la RDA et la Yougoslavie se sont également améliorées. En revanche, à Tirana, le rapprochement entre Belgrade et Moscou a réveillé les réflexes de peur et de méfiance. L'épouse du chef du parti, Mme Hodja, dans un article publié par *Zeri e Populit* a relancé les critiques contre le révisionisme yougoslave, « fauteur d'anarchie et d'inégalités ».

Pour ce qui est des partis non au pouvoir, nous avons déjà noté que, tout naturellement la Ligue des communistes yougoslaves — à l'instar des communistes roumains — entretient d'excellents rapports (on pourrait parler à cet égard presque de rapports de « fraction ») avec la plupart des PC autonomistes à l'exception du PC cubain, mais il s'agit là d'un cas particulier — des rapports courtois et froids avec le PCF, — enfin peu ou pas de rapports avec les partis prosoviétiques inconditionnels comme le PC syrien de Bagdache, et qui se sont distingués dans les campagnes anti-titistes de naguère. On peut présumer aussi qu'avec l'entremise de leurs amis roumains qui donnent l'exemple de bons rapports à tous azimuts, les communistes yougoslaves essayeront de normaliser aussi leurs relations avec les PC autonomistes extrémistes ou ex-extrémistes, comme ceux du Viêt-nam, de la Corée, de Cuba, avec lesquels ils se sont brouillés en raison de leur politique de non-alignement.

Les relations du PC roumain avec les partis autres que le PC russe, obéissent à des règles semblables que celles que nous venons de constater à propos des Yougoslaves. Depuis de longues années, Bucarest subit en même temps que la pression du PCUS, celle du SED, des PC bulgare, polonais, tchécoslovaque et hongrois. Si les rapports du PC roumain avec Budapest se sont particulièrement tendus en 1971, c'est que, du côté hongrois, en dehors de la solidarité obligatoire avec l'URSS, a joué également le facteur national. Depuis longtemps l'opinion hongroise, par la bouche de certains de ses intellectuels les plus en vue, a reproché aux dirigeants du parti de demeurer passifs devant le traitement nettement discriminatoire imposé à la nombreuse minorité hongroise de Transylvanie. L'opinion a poussé Kadar à mettre

31. Tito qui a été incomparablement mieux reçu à Varsovie que Castro, (dont on semblait craindre les écarts de langage) s'est servi de la tribune qu'on lui a offerte pour insister sur l'importance et l'efficacité du système autogestionnaire.

à profit les divergences soviéto-roumaines, pour obtenir le soutien de Moscou dans cette affaire, et qui a cruellement manqué à la Hongrie en 1945. C'est sur cet arrière-plan que s'éclaire la signification des discours et articles dirigés contre la politique roumaine au cours de l'été et de l'automne 1971. À propos de la visite de Ceausescu à Pékin, un journal hongrois (*Magyar Hirlap*) a parlé, un peu précipitamment, de la construction d'un axe antisoviétique Pékin-Bucarest-Tirana-Belgrade; le 24 juin, Zoltán Komocsin dans un discours prononcé au Parlement, a fait allusion au sort de la minorité hongroise de Transylvanie; puis l'organe du parti, *Népszabadsag*, s'élevait contre les manifestations de chauvinisme chez « certains pays frères »; au début d'octobre, *Partélet (La vie du parti)* a dénoncé la tendance de certains à considérer l'URSS comme une superpuissance et à se situer à distance égale entre les deux plus grands; enfin, le 3 octobre, Kadar lui-même a critiqué « ceux qui disent ceci et font cela » et a fait l'éloge de la « rectitude et loyauté » de la politique hongroise, contrastant avec celle de certains qui « oscillent et trébuchent ». Du côté roumain, Niculesco Mizil répondit énergiquement en interdisant à quiconque de se mêler des affaires de Roumanie. Cependant dès novembre, une visite de Mizil et de Manea Manesco à Budapest, puis celle de Janos Péter à Bucarest, ont permis de mettre un terme aux polémiques et d'améliorer les rapports entre les deux pays. Ce qui a sans doute contribué à cette détente, c'était la conviction des dirigeants hongrois, qu'étant eux-mêmes vulnérables à des attaques, en raison de leur libéralisme à contre-courant de l'évolution générale du bloc, leur intérêt commandait de ménager Bucarest plutôt que de se placer à la tête des détracteurs du nationalisme roumain. (C'est pour cette même raison qu'en 1968, dans l'affaire tchécoslovaque, Kadar avait fait preuve de modération.) Ceci dit, le chef du parti hongrois, dans le discours qu'il a prononcé à Bucarest à l'occasion de la signature du nouveau traité d'amitié avec la Roumanie au début de 1972, a courtoisement mais fermement marqué les points de divergences entre les deux partis: il a souligné l'attention prêtée par le PC hongrois au problème des nationalités... en Hongrie; la fidélité au principe de coordination des politiques des pays du camp; il a prôné le renforcement du Pacte de Varsovie, blâmé toute tentative de constituer des groupements indépendamment du camp et prêché la lutte contre le nationalisme³².

Quant à la politique économique et culturelle du parti hongrois, on ne possède que des indices indirects d'une désapprobation des Soviétiques à son égard. En mars 1972, une déclaration de Fock, au retour de Moscou, sur les difficultés rencontrées par la Hongrie dans ses négociations en vue de fournitures de matières premières soviétiques, a suscité des rumeurs sur le refroidissement des rapports Moscou-Budapest. Mais tant les Hongrois que les Russes se sont appliqués à démentir les informations parues à ce sujet dans la presse occidentale³³. Cependant si Katouchev, dans son exposé d'avril 1972, cité plus haut, a mis en garde sans nommer les Hongrois contre le « fétichisme du marché » et a réclamé la coordination des politiques culturelles des pays du bloc, ce sont surtout les Tchèques qui ont exprimé des critiques plus directes à l'égard de Budapest. Ainsi le *Rude Pravo* du 4 avril 1972 souligna que le succès des réformes économiques dépend de la juste orientation politique,

32. *Népszabadsag*, 26 février 1972.

33. Cf. *R.F.E. Research*, « Survey of East European Developments », avril-juin 1972, paru à Munich, 7 juillet 1972.

notamment en ce qui concerne le maintien du rôle dirigeant du parti, attira l'attention sur « les manifestations de l'idéologie bourgeoise, du nationalisme et du libéralisme » qui peuvent mettre en danger — comme en Tchécoslovaquie en 1968 — les expériences réformatrices. Il se peut cependant qu'on doive attribuer ces attaques de Prague au clan dur du parti tchécoslovaque. Husak lui-même, dont on dit qu'il a beaucoup d'admiration pour Kadar, semble soucieux de s'assurer le soutien et l'amitié du parti hongrois.

La direction de celui-ci ne cesse de clamer (Cf. *Partélet* du 4 mai 1972) que sa politique de démocratisation est d'une orthodoxie parfaite et n'a rien à voir avec le libéralisme, ne comporte aucune déviation par rapport aux « lois générales du socialisme ». Le PC hongrois ne prétend pas construire un modèle hongrois particulier. Mais ces affirmations sont contredites non seulement par la pratique du parti mais encore par des mises au point théoriques, comme l'exposé de l'Académicien Istvan Friss qui soulignait la « particularité qui distingue la réforme économique hongroise des réformes entreprises en d'autres pays socialistes » et qui consiste en ce que « les entreprises hongroises poursuivent désormais leurs activités d'une façon autonome selon leurs propres idées, leurs propres considérations et discernement ³⁴ ».

Notons que si le réformisme hongrois est observé avec méfiance par les « durs » du camp socialiste — les dirigeants est-allemands, en particulier, auraient fait de nombreuses démarches à Budapest contre des films, romans et mémoires jugés trop audacieux, — il est suivi avec beaucoup de sympathie à Belgrade et grandement encouragé par les communistes italiens. Giorgio Napolitano, qui a dirigé une délégation du PC en Hongrie (21-27 juin 1972) a rendu compte avec beaucoup de chaleur de la situation faite aux intellectuels en Hongrie où, comme le lui avait expliqué Georges Aczél, le principal conseiller de Kadar pour les affaires culturelles, le marxisme a une position « non monopolistique, mais hégémonique »; le parti n'intervient pas dans les débats esthétiques et s'il soutient les œuvres s'inspirant du marxisme, il « tolère » les courants divergents et n'exerce pas de censure ³⁵. Le PCF a fait également grand cas d'Aczél, lorsqu'il vint à Paris, au printemps 1972, à l'occasion de la publication de la traduction française de son livre sur la politique culturelle hongroise. Jusqu'à nouvel ordre, on peut croire que Moscou, tout en surveillant de près l'expérience Kadar, lui accorde un préjugé favorable : pays-vitrine, la Hongrie sert à illustrer la compatibilité de l'orthodoxie avec une certaine décontraction et prospérité.

Sur un autre plan, le développement des rapports entre la nouvelle direction du PC polonais et les autres partis de l'Est européen, notamment le SED peut retenir l'attention. Ils montrent en effet, qu'en dehors des facteurs « objectifs » que nous avons évoqués, le *facteur subjectif*, c'est-à-dire les rapports personnels, intervient également dans l'évolution des relations entre les partis. On sait, grâce aux révélations de l'ancien interprète de Gomulka, que l'incompatibilité d'humeur entre ce dernier et Ulbricht a grandement contribué à la persistance d'un climat froid entre Varsovie et Berlin-Est, alimenté par des courants historiques de méfiance nationale. La relève des deux chefs, ici par Honecker là par Gierek, a permis une amélioration, préparée par ailleurs par

34. Cf. le texte de cette conférence remarquable : « *Quelques enseignements et problèmes de la réforme économique hongroise* », prononcé le 18 mai 1972 à l'Institut hongrois à Paris, et publié par le Bureau hongrois de presse et de documentation, en juin 1972.

35. *Unità*, 2 juillet 1972.

des conditions « objectives » : la convergence d'intérêt des deux États, tributaires (encore qu'à un degré différent) de la protection soviétique et craignant également de faire les frais d'un rapprochement Moscou-Bonn. La suppression des visas entre la Pologne et la RDA a illustré cette amélioration qui a permis à Gierek, lors d'une rencontre avec Honecker à la frontière (23-24 juin 1972), de parler d'une « nouvelle phase dans le développement des relations d'amitié » entre les deux partis et gouvernements. La visite de Husak et de Strougal à Varsovie (octobre 1971) a inauguré une coopération plus intense avec la Tchécoslovaquie également, Gierek se montrant désireux de renforcer la position de Husak face à ses *ultras*. Après la consolidation intérieure de 1971 et tout en continuant à insister sur sa fidélité inébranlable envers Moscou, le nouveau chef de la Pologne s'applique avec autant d'énergie à intensifier ses rapports avec les partis frères (ceux de Yougoslavie et de Roumanie y compris) qu'à améliorer la position internationale de son pays dans l'ensemble (visite de Nixon, accord avec le Vatican sur les évêchés de territoires annexés, intense activité dans les pays scandinaves, etc.).

* * *

Il convient encore, pour terminer, de dire un mot des conférences régionales des PC signalées au début de notre étude. Il semble que, dans la mesure où la prépondérance de son influence y est d'avance assurée, comme dans le cas des réunions des PC des pays arabes, ou sud-américains, le PCUS joue volontiers le rôle de promoteur de ces conférences. Il se montre plus réticent à l'égard des conférences des quatorze partis occidentaux, craignant de toute évidence que ceux-ci ne forment (comme ils ont failli de le faire à la veille et à la suite des événements de Tchécoslovaquie) sous l'impulsion des Italiens, un groupe de pression aux intérêts et conceptions nettement distincts de ceux des régimes d'Europe de l'Est³⁶. Le développement du régionalisme risque en effet d'accélérer le processus de multipolarisation du monde communiste (polycentrisme). D'ailleurs, l'intensification des rapports bilatéraux, échappant à la surveillance soviétique, comporte le même danger de fractionnement. Elle a permis notamment aux Italiens, d'étendre sensiblement leur influence au-delà de l'Europe occidentale : dans le bassin méditerranéen, en Amérique latine et jusqu'à l'Asie³⁷. Dans ce domaine, les partis communistes *antihégémonistes* manifestent beaucoup plus de dynamisme et exercent plus de séduction que les PC orthodoxes. Ce qui explique, premièrement, le regain d'esprit offensif manifesté depuis 1969 par les bureaux du Comité central soviétique qui essayent de récupérer tout ce qui est récupérable, — et deuxièmement, la préférence de Moscou pour des conférences plus larges ou générales, comme la conférence des PC de toute l'Europe, tenue à Karlovy-Vary en avril 1967, ou la conférence internationale de Moscou de 1969. Même si, lors de telles conférences, les divergences ne peuvent plus être escamotées, le fait qu'elles ont lieu, qu'elles aboutissent à des documents signés par la majorité à défaut de l'unanimité perdue, sert à démontrer *urbi et orbi*, et malgré toutes les contestations, la permanence du rôle dirigeant du parti soviétique.

36. Cf. l'intéressante analyse de K. DEVELIN, *R.F.E. Research*, 15 janvier 1971.

37. Pratiquant une diplomatie très ambitieuse, les communistes italiens se sont assuré une audience particulière en Méditerranée comme l'a prouvé le succès de la conférence qu'ils ont organisée en novembre 1969, à Palerme sur l'autodétermination des peuples contre la politique des blocs, avec la participation des partis communistes et progressistes d'Algérie, de Syrie, d'Égypte, de Libye, du Al Fatah, des exilés espagnols, portugais, grecs, etc. Dans un sens, le PCI s'est montré beaucoup plus proarabe et pro-palestinien que le PCUS et les partis de son obédience.